

"Göteborg ou la terre promise?" dans L'Europe en formation (Été 2001)

Légende: Dans son édition de l'été 2001, la revue des fédéralistes L'Europe en formation critique la faiblesse des résultats engrangés lors du Conseil européen de Göteborg des 15 et 16 juin 2001.

Source: L'Europe en formation. Été 2001, n° 321. Nice.

Copyright: (c) L'Europe en formation

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"goteborg_ou_la_terre_promise_"_dans_l_europe_en_formation_ete_2001-fr-5cbc4cab-ec89-45f4-bf65-d94159a8c395.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Göteborg ou la terre promise ?

Editorial

Le style des communications et déclarations diplomatiques est inimitable... Les «conclusions de la présidence» du Conseil européen de Göteborg des 15 et 16 juin dernier, qui étaient annoncées comme un «temps fort» de la présidence suédoise de l'Union européenne, n'ont pas échappé à la règle, même si l'attention des médias s'est surtout concentrée sur l'irruption de groupes antimondialistes violents, qui ont perturbé la sérénité des délibérations des chefs d'État et de gouvernement réunis pour la circonstance dans la paisible cité baltique

- Tout baigne... Malgré le rejet irlandais du traité de Nice, les Quinze ont proclamé «l'irréversibilité» du processus d'élargissement en cours. Les pays candidats qui «respecteront les critères d'adhésion» et «la feuille de route» qui leur a été assignée, verront se clôturer les négociations d'adhésion d'ici à la fin 2002. Ce qui permettra aux nouveaux venus de participer aux élections du Parlement européen au printemps 2004.
- Tout baigne, même si «la conjoncture économique s'est sensiblement détériorée» et si «les perspectives au sein de l'Union ont été revues à la baisse». Pour peu que les Quinze poursuivent «avec détermination» une politique macro-économique adéquate, «orientent leurs soldes budgétaires vers l'équilibre ou vers un excédent», résistent aux pressions inflationnistes «par des mesures axées sur l'offre de manière à éliminer les goulets d'étranglement sur les marchés» et «agissent sur la demande au moyen des politiques fiscales en cas de besoin», les conditions «propices à la croissance et à la poursuite de la création d'emplois» seront réunies. Le chapitre III des conclusions de Göteborg est d'ailleurs intitulé, pour que nul n'en doute, «Le plein emploi et la qualité de l'emploi dans une Europe compétitive».
- Tout baigne encore dans le domaine de «la coopération pour la paix et la sécurité» sous réserve, pour les Quinze, «d'affiner leurs capacités» ainsi que «les structures et procédures susceptibles d'améliorer leur capacité de prendre en charge l'ensemble des tâches en matière de prévention et de gestion des crises». D'ailleurs (au cas où on en douterait), même si un accord n'a pas encore été trouvé concernant l'accès de l'Union aux moyens et capacités de l'O.T.A.N., «la mise en place d'une relation permanente et effective avec l'Alliance atlantique a progressé». La présidence belge est donc énergiquement invitée à faire avancer les travaux sur tous les aspects de la P.E.S.D. (Politique européenne de sécurité et de défense), en vue de «réaliser l'objectif consistant à rendre l'U.E. opérationnelle à bref délai», c'est-à-dire au plus tard au Conseil européen de Laeken, en décembre prochain. Par ailleurs, «des progrès sensibles ont été accomplis», paraît-il, dans la mise en place d'un «partenariat efficace avec les Nations unies» et dans «la synergie des approches».
- Sans doute, tout ne baigne pas aussi bien dans les rapports Europe-États-Unis, en raison des désaccords survenus à propos du protocole de Kyoto et de sa ratification. Mais néanmoins, le Conseil européen de Göteborg s'est félicité de l'engagement pris par Georges W. Bush de ne pas bloquer le processus engagé... Et puis, suprême consolation, les dirigeants de l'Union et des États-Unis sont quand même convenus de «créer un groupe à haut niveau de représentants personnels sur le changement climatique». Belle fiche de consolation!

Par ailleurs, dans un tout autre registre, «le règlement du différend qui a longtemps opposé l'Union européenne et les États-Unis au sujet des bananes» est apprécié comme «un aboutissement heureux qui laisse espérer que des solutions aussi satisfaisantes seront trouvées rapidement pour régler les autres différends qui subsistent, notamment dans le secteur sidérurgique».

Même dans les rapports avec la Russie, «des progrès importants ont été accomplis sur la voie de l'édification d'un partenariat renforcé avec l'Union européenne», malgré la guerre de Tchétchénie, les pratiques poutinistes à l'égard des médias, etc. De quoi pourrait-on donc se plaindre dans de telles conditions? Le reste des «conclusions» de Göteborg est de la même veine, même si cette prose à l'eau de rose ne trompe personne.

- Mais la véritable «terre promise» à Göteborg aux peuples européens est ailleurs... C'est celle d'un

«développement durable» qui implique que «les politiques économiques, sociales et environnementales soient [désormais] abordées dans un esprit de synergie» (là encore) afin de faire face enfin aux «tendances qui menacent la qualité de vie future». Si elles ne sont pas inversées, en effet, «elles entraîneront une très forte augmentation des coûts à charge de la société et deviendront irréversibles».

La stratégie du développement durable reposera donc sur le principe selon lequel «il conviendra d'examiner de manière coordonnée les conséquences économiques, sociales, environnementales de toutes les politiques et d'en tenir compte dans le processus de décision». Une consultation aussi large que possible des intéressés - promis ! juré ! - sera organisée. Le Conseil européen formulera, lors de chacune de ses réunions annuelles de printemps, les «orientations» nécessaires. La Commission, de son côté, «inclura dans son plan d'action des mécanismes garantissant que toutes les grandes propositions comprennent une évaluation de leur impact sur le développement durable, reprenant les conséquences économiques, sociales, environnementales possibles».

Par ailleurs, la stratégie de l'Union s'inscrira dans un cadre planétaire. À cet égard, la préparation du «sommet» mondial de Johannesburg sur le développement en 2002 devrait être un moment idéal pour qu'elle s'impose universellement. Le Conseil européen a d'ailleurs suggéré quatre domaines prioritaires: le changement climatique (malgré le précédent peu encourageant de Kyoto), les transports, la santé publique et les ressources naturelles. La préoccupation environnementale sera enfin «intégrée dans toutes les politiques communautaires» désormais, et notamment dans la politique agricole commune, la politique commune de la pêche, sans oublier tout ce qui peut concourir à combattre l'appauvrissement de la biodiversité.

On ne peut évidemment que se féliciter de cette prise de conscience de l'Europe communautaire, même si elle est le fruit d'une réflexion bien tardive. Le Club de Rome avait jadis ouvert une brèche dans une perspective similaire, mais celle-ci n'a pas eu de véritable lendemain. La nouvelle stratégie sociétale de l'Union européenne n'aura de sens, cependant, que si elle s'accompagne de mesures concrètes et d'objectifs chiffrés liés aux calendriers, engageant la responsabilité des pouvoirs publics, comme d'ailleurs le Parlement européen l'a fait remarquer. Les belles paroles et les louables intentions, si elles ne sont pas suivies d'effets, ont un impact décevant, voire négatif sur l'opinion. Ou bien la «politique de développement durable» restera platonique et déclamatoire, ou bien elle s'imposera comme une nouvelle discipline générale et heurtera sur des points précis les intérêts acquis. C'est pourquoi il lui faudra, pour s'imposer, l'adhésion active de la société civile et l'appui des collectivités sociales et territoriales. Göteborg ou la terre promise?

L'Europe en formation